

Du dîner de répétition à Lima au mariage de Paris, pas facile de trouver la recette pour garder tout le monde assis à la table des négociations¹

La Conférence des Parties (COP) 20 à Lima s'est conclue le 14 décembre 2014 après une année 2014 relativement productive, marquée par l'engagement européen au travers du paquet énergie-climat 2030, l'accord États-Unis-Chine ainsi que la capitalisation du Fonds vert pour le climat. L'objectif de ce rendez-vous était de mettre les négociations sur les rails pour obtenir un accord mondial ambitieux à Paris en décembre 2015. Cependant, sur plusieurs aspects, Lima a été un dîner de répétition tendu en prévision du « mariage d'intérêts » parisien, pour lequel il reste à trouver la bonne recette pour rassembler tous les acteurs autour de la table de négociations fin 2015.

Malgré un rythme peu soutenu, la COP20 a tout de même permis d'identifier les ingrédients nécessaires pour rassembler tous les acteurs autour de la table et trouver in fine un accord à Paris. À travers « l'Appel de Lima pour l'action climatique » – *Lima Call for climate action* – et son annexe, deux objectifs clés ont été atteints : la définition des lignes directrices – même facultatives – pour que les pays puissent soumettre leurs contributions déterminées au niveau national (INDC pour *Intended Nationally Determined Contributions*), et l'adoption des éléments d'un projet de texte qui sera la base formelle de négociation pour l'accord de Paris 2015. Néanmoins, de nombreuses questions essentielles – et actuellement sans réponse – restent sur la table ; ces dernières pourraient mettre en péril l'atteinte de l'ambitieux objectif de 2°C.

Si la décision ne fournit pas de réponse définitive sur la forme juridique et la formule choisie, il suggère néanmoins ce qui est toujours sur la table pour les discussions en 2015 :

- Tout d'abord, les options de droit contraignant – *hard law* –, tels qu'un protocole ou des amendements à la CCNUCC, sont implicitement considérées. Cependant, le statut juridique encore indéterminé des INDC ouvre la porte à un accord hybride qui pourrait *in fine* prendre la forme d'un accord juridiquement contraignant internationalement se focalisant sur des sujets spécifiques tels que la transparence tout en conservant des objectifs d'atténuation déterminés et gérés à l'échelle nationale. Ce point semble nécessaire pour que des pays comme les États-Unis puissent rester autour de la table.
- Deuxièmement, une grande flexibilité est accordée aux pays pour personnaliser leurs propres contributions, faisant avancer la discussion plutôt dans le sens d'une formule « à la carte » que d'un choix d'options guidé. Certains éléments pointent vers la possibilité d'utiliser des mécanismes de marché complémentaires aux actions nationales afin d'aider les pays à atteindre leurs engagements/contributions et leurs actions d'atténuation. Néanmoins, le rôle précis de ces mécanismes dans l'accord de 2015 reste incertain. La liste des éléments clés des INDC devant être fournis par les pays est facultative, ce qui compliquera la comparaison entre pays si elle est peu utilisée.
- Troisièmement, un point intéressant de la décision concerne l'ambition. Elle y précise que les INDC devront « représenter une progression au-delà des objectifs actuels » de chaque pays qui sont, à ce jour, les engagements dans le cadre du protocole de Kyoto et les objectifs volontaires annoncés au cours du processus de Copenhague-Cancun.
- Enfin, l'avancée – vraisemblablement – la plus marquante pourrait être le traitement – ou plutôt l'absence de traitement – que la COP20 a accordé à la différenciation annexe I/non-annexe I. Cela marque un changement de paradigme dans les négociations, d'un régime bipolaire à un régime multipolaire. Inspirée de l'accord États-Unis-Chine, la décision de Lima ajoute au traditionnel « principe de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives », la subtile expression « à la lumière des différentes circonstances nationales ».

Même si la COP20 peut être qualifiée de succès mitigé, le bilan de 2014 reste positif. Il ne faut pas négliger la mobilisation croissante et le changement de régime, deux ingrédients qui pourront s'avérer clés. En tout état de cause, les ingrédients d'un succès à Paris aussi bien que d'un échec sont sur la table.

Un « chef » expérimenté sera nécessaire pour que la mayonnaise prenne. Chaque pays devra trouver son intérêt dans l'équilibre global du dîner : ambition mondiale, adaptation, financement et outils de MRV². Dans le même temps, chaque pays devra s'assurer que ses contributions correspondent bien à ses ambitions et capacités. La fin du 1^{er} semestre 2015 – avec la date limite pour soumettre un projet d'accord et les INDC attendues de grands pays – sera un point d'étape intéressant pour déterminer si la liste de courses élaborée à Lima permet de composer un repas au goût de toutes les parties.

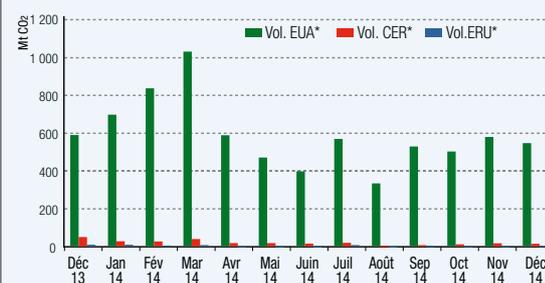
Mariana Deheza, Romain Morel et Ian Cochran - CDC Climat Recherche
research@cdcclimat.com

1. Pour plus détails, voir « COP20 à Lima : un dîner de répétition tendu où tout le monde finit par manger à la même table » : <http://bit.ly/PClimatCOP20>
2. Monitoring, Reporting and Verification (MRV) en anglais pour Suivi, Notification et Verification

À retenir

- **EU ETS – débat MSR :** le comité ENVI s'est réuni le 3 décembre pour débattre des points modalités de mise en œuvre de la MSR. Les membres du parlement restent divisés.
- **EU ETS - Calendrier de la MSR :** le comité ITRE procédera à un vote d'opinion le 22 janvier 2015, tandis que le comité ENVI votera les 23 et 24 février 2015.
- **Directive EU ETS :** le 19 décembre, la Commission européenne a lancé une consultation publique pour la révision de la directive EU ETS post 2020.

Volume d'échange : EUA – 5,6 %, CER – 15,3 % ERU + 2,3 %



* spot & futures, échanges organisés & de gré à gré

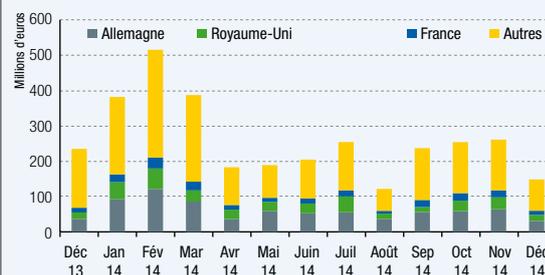
Source : calcul CDC Climat Recherche, d'après données EEX, ICE Futures Europe, NYMEX, Nasdaq OMX, LCH Clearnet

Prix du contrat Déc.14 : EUA – 2,05 %



Source : CDC Climat Recherche, ICE Futures Europe

Revenu mensuel des enchères de phase 3 : 148,61 M€ en décembre 2014 (- 43 %)



Source : CDC Climat Recherche d'après ICE Futures Europe, EEX

Énergie

Prix des énergies primaires

		Déc. 2014	
Charbon	API # 2 CIF ARA (First month en USD/t)	71,1 ▼	
Gaz naturel	NBP (spot en €/MWh)	23,2 ▼	
	TTF (spot en €/MWh)	22,5 ▼	
Pétrole	Brent (First month en USD/b)	63,3 ▼	
Électricité	Allemagne (€/MWh)	Spot	34,3 ▼
		Calendar	34,5 ▼
	Royaume-Uni (€/MWh)	Spot	55,9 ▼
		Next summer	59,8 ▼
		Next winter	65,1 ▼

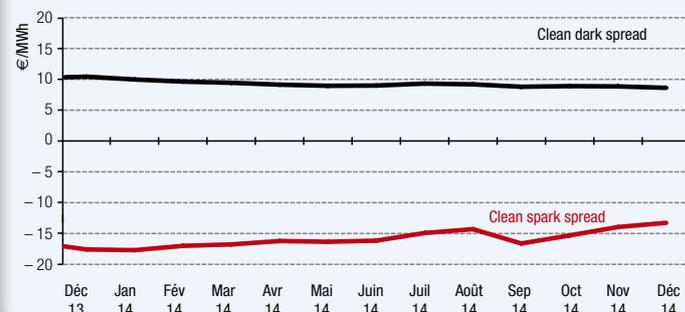
Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

Clean dark, clean spark spreads et prix du switch

	Clean spark (€/MWh)		Clean dark (€/MWh)		Prix du CO ₂ «switch» (€/tCO ₂)	
	spot	à terme	spot	à terme	spot	à terme
Allemagne*	-13,3	-13,3	7,9	8,5	42,9	44,1
Royaume-Uni*	6,0	12,9	28,8	33,3	45,0	40,8

* Allemagne, contrat calendaire 2015, Royaume Uni, contrat été 2015

Allemagne - Moyenne mensuelle des clean dark et spark spreads du contrat Cal. 2015 en base



Sources : CDC Climat Recherche, Thomson Reuters

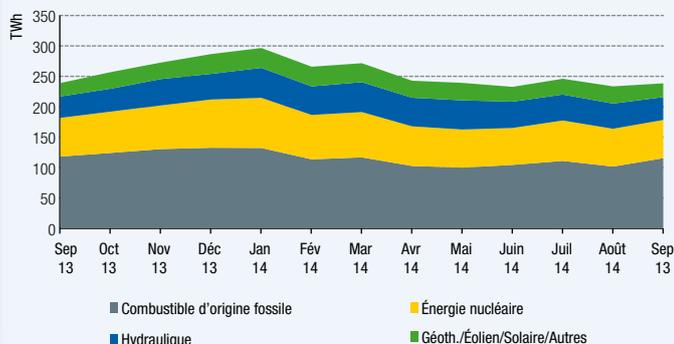
La chute Brent s'est accentuée en décembre, celui-ci perdant 20,5 % pour atteindre la moyenne mensuelle de 63,3 \$/bl. Les faibles perspectives de demande, ainsi qu'un surplus d'offre persistant contribuent à cette lourde tendance baissière depuis le mois de juin - le baril s'échangeait à 110 dollars. Les prix du gaz se sont légèrement contractés en octobre : les prix NBP ainsi que les prix TTF au comptant ont perdu 2,1 %, atteignant respectivement 23,2 €/MWh et 22,5 €/MWh. Le bon approvisionnement des marchés a en effet permis de compenser les baisses de températures du début du mois. Les prix de long terme suivent une tendance à la baisse, suite à la chute des prix du pétrole. En matière d'électricité, les prix au comptant allemands ont perdu 13,8 %, suite à des vents forts, des températures douces en fin de mois, et un bon niveau d'approvisionnement nucléaire. Les prix à terme 2015 ont perdu 1,5 %. Enfin, le prix de *clean dark* allemand a fortement diminué sur les marchés au comptant, tandis que le prix *clean spark* a diminué sur les marchés au comptant et sur les marchés à terme. Le prix théorique du CO₂ « switch » au comptant a été calculé à 42,9 €/teq CO₂ sur le marché au comptant allemand et 45,0 €/teq CO₂ sur le marché au comptant britannique.

Production

Production d'électricité (TWh)

UE 20	Sep. 14	Cumul depuis janv. 2014	% par rapport à 2013
Production brute électricité	236,9	2 251,9	-2,5 %
dont fossile*	114,2	986,9	-8,9 %
dont nucléaire	62,7	608,0	-0,1 %
dont hydraulique	37,4	403,9	1,7 %
dont renouvelables	22,6	253,1	14,0 %

* Gaz, charbon, pétrole.

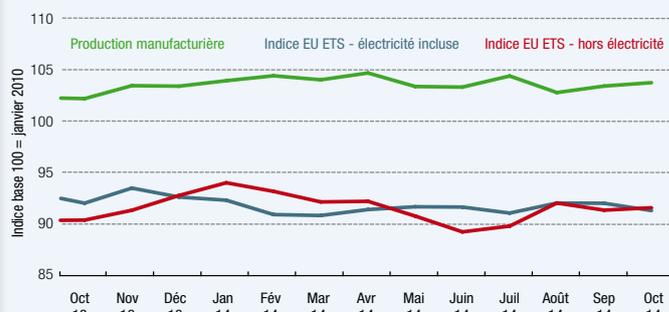


Sources : CDC Climat recherche d'après données AIE

Production industrielle (indice base 100 en 2010)

UE 27	Oct. 14	Variation mensuelle (pts)	Variation sur un an (pts)
Production industrielle (hors construction)	103,7	0,3	1,6
Production des secteurs EU ETS* (électricité inc.)	91,2	-0,7	-0,7
Production des secteurs EU ETS* (électricité exc.)	91,5	0,2	1,2
Electricité, gaz, chaleur	91,1	-1,2	-1,7
Ciment	78,0	-1,6	0,3
Sidérurgie	100,9	0,9	1,1
Raffinage de pétrole	93,7	1,5	3,9

* Indice pondéré par le poids des secteurs de l'EU ETS dans les allocations sur 2008-2012

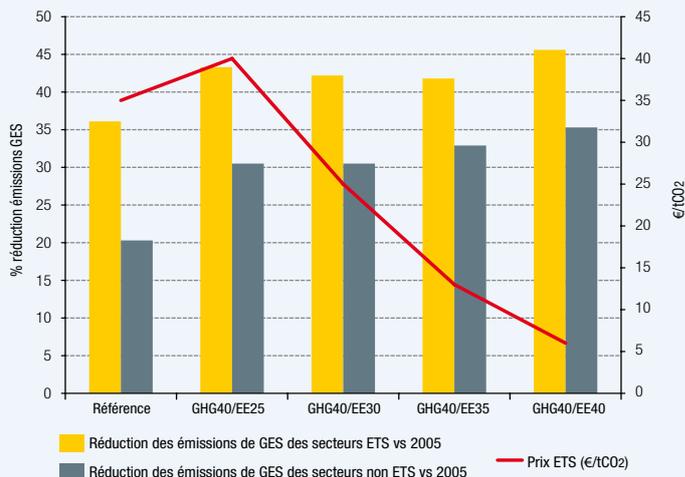
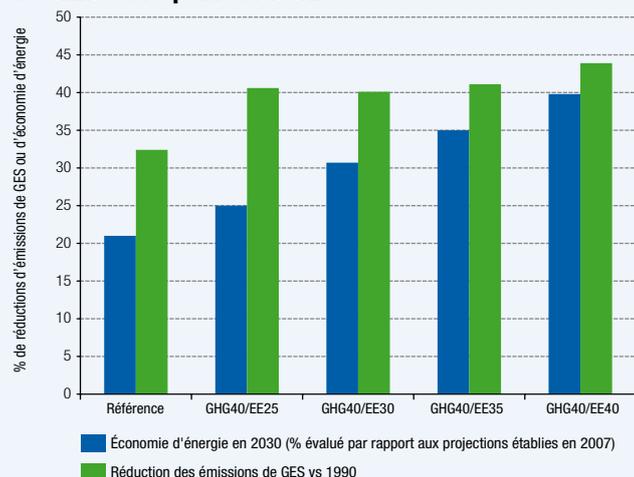


Sources : CDC Climat recherche d'après données Eurostat

La production industrielle des pays de l'UE 27 est en hausse de 0,3 % en septembre 2014 par rapport au mois précédent et en hausse de 1,6 % comparé au mois d'octobre 2013. La hausse mensuelle de 0,3 % de la production industrielle est due à des hausses de la production de 1,5 % pour les biens de consommation non durables, de 0,6 % pour les biens de consommation durables. Les plus fortes hausses de la production industrielle ont été enregistrées en Irlande (+ 9,0 %), en Lituanie (+ 5,0 %), en Grèce (+ 2,5 %) ainsi qu'en Slovaquie (+ 2,4 %), et les baisses les plus marquées en Hongrie (- 2,7 %), en France et aux Pays-Bas (- 0,9 % chacun). Notre indice de production des secteurs EU ETS (incluant l'électricité) a légèrement diminué à 91,2 pts, alors que l'indice hors électricité a augmenté de 0,2 %, pour s'établir à 91,5 pts. La production d'électricité dans les pays de l'UE 20 a été de 231,1 TWh en septembre, en hausse de 2,51 % par rapport à août 2014 et en baisse de 2,5 % par rapport à 2013. Comparé à août 2014, on observe une hausse de la production hydraulique (1,7 %), et de la production des énergies renouvelables (14,0 %).

Coordination des politiques CO₂, EE et ENR

Proposition d'un objectif d'efficacité énergétique pour l'UE à l'horizon 2030 : impact sur les émissions de GES et le prix du CO₂



Référence correspond au scénario qui n'inclue pas de politiques climatiques ou énergétiques supplémentaires par rapport à la trajectoire des objectifs pour 2020 ; EE 25, 30, 35 et 40 font référence aux scénarios incluant un objectif de réduction des émissions de GES de 40%, d'une part d'énergie renouvelable de 27% au niveau de l'UE, et d'un objectif de réduction de la consommation d'énergie primaire de respectivement 25%, 30%, 35% et 40% en 2030 par rapport au niveau de consommation de référence établi en 2007.

Source : European Commission, Impact Assessment, Energy efficiency and its contribution to energy security and the 2030 Framework for Climate and energy policy, 2014.

Le Conseil s'est réuni le 9 décembre 2014 afin de discuter des questions énergétiques et climatiques. Les ministres ont rappelé l'importance des objectifs de l'UE à l'horizon 2020, en voie d'être atteints. Ils ont insisté sur les aspects positifs de ceux-ci, notamment sur le secteur électrique et sa durabilité. S'agissant de la mise en œuvre du marché intérieur de l'énergie, des retards sont constatés concernant l'intégration des marchés et l'établissement de codes communs de fonctionnement des réseaux. Le Conseil a adopté des mesures afin de favoriser l'intégration des marchés de gros et de détail, et de permettre une montée en puissance plus rapide des interconnexions. Le Conseil a par ailleurs adopté le projet de directive concernant les changements indirects d'utilisation des sols (ILUC), visant à favoriser l'émergence de biocarburants ayant un impact global positif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le 16 décembre, la Commission européenne a rendu public son programme de travail pour l'année 2015. Le projet de loi concernant la qualité de l'air initié en décembre 2013, visant à fixer des trajectoires de réduction des émissions plus ambitieuses afin de réduire les pollutions en zone urbaine, a été abandonné, jugé redondant suite aux avancées du paquet énergie climat 2030.

Environnement institutionnel

Tableau du bilan de l'offre de Phase 3

	2013	2014
Enchères (MtCO ₂)	804	551
Allocation gratuite (MtCO ₂)	843	767

Tableau du statut de l'allocation gratuite

État membre de l'UE	2013	2014
France	82	81
Allemagne	169	163
Royaume-Uni	66	64
Autres	526	459
TOTAL	843	767

Sources : CDC Climat Recherche, Commission européenne, ICE Futures Europe, EEX

Offre de crédits CER et ERU (tCO₂eq)

	Déc. 14	Variation mensuelle
Nombre de projets MDP	12 265	+ 5,0
<i>Dont enregistrés</i>	7 589	+ 10,0
<i>Ayant émis des crédits</i>	2 715	+ 20,0
Volume cumulé de CER délivrés (Mt)	1 521	+ 8,6
Nombre de projets MOC	788	0,0
<i>Dont enregistrés</i>	604	0,0
Volume cumulé d'ERU délivrés (Mt)	849,9	0,0
<i>ERU délivrés par la voie 1 (Mt)</i>	824,5	0,0
<i>ERU délivrés par la voie 2 (Mt)</i>	25,4	0,0

Sources : CDC Climat, UNEP-DTU

Le 19 décembre, la Commission européenne a lancé une consultation publique concernant la révision de la directive EU ETS post 2020. De nombreux points sont abordés, dont l'implémentation effective de la trajectoire de réduction d'émissions de GES d'au moins 40 % des émissions en 2030 par rapport à 1990, les mécanismes d'allocation gratuite aux secteurs industriels, la mise en œuvre d'un fonds visant à favoriser l'innovation des technologies bas carbone, et l'allocation gratuite aux secteurs électriques de certains États Membres afin de favoriser leur modernisation. Par ailleurs, les travaux concernant le Mécanisme de Réserve de Stabilité (MSR) se sont intensifiés : une réunion d'échange d'opinions au sein de la commission ENVI du Parlement s'est tenue le 3 décembre, et une version de rapport provisoire a été publié informellement le 16 décembre, qui sera complétée avec les projets d'amendements et les compromis faisant l'objet d'un consensus. La date de mise en œuvre de la réserve, ainsi que le placement dans celle-ci des quotas issus du *backloading* font toujours débat. D'après les données fournies par IETA, 44 membres de la commission ENVI seraient favorables à une mise en œuvre anticipée et au placement des quotas du *backloading* dans la réserve, six seraient opposés. L'intention de 19 membres demeure inconnue.

Tableau de bord des marchés du carbone

Marché primaire - Enchères de quotas EUA en phase 3

		Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14	Avr-14	Mai-14	Juin-14	Juill-14	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14
Plateforme commune + Royaume-Uni et Allemagne	Prix (€/t)	4,62	5,00	6,45	6,35	7,35	5,03	5,54	5,91	6,23	5,96	5,99	6,78	6,74
	Volume (Mt)	50,90	76,31	80,33	60,98	35,22	37,72	37,02	43,28	19,52	39,79	42,05	38,56	22,04
Revenus (M€)	Allemagne	36,66	92,28	121,62	85,73	36,53	59,46	52,45	55,37	36,75	56,07	58,71	63,97	31,17
	Royaume-Uni	18,27	48,43	57,88	31,69	26,48	25,35	27,82	44,97	14,93	14,13	29,65	33,78	17,15
	France	13,43	22,21	31,21	24,78	13,13	11,65	14,01	17,35	7,90	20,14	21,35	20,03	11,51
	Autres	166,63	218,98	304,96	245,15	106,82	92,56	110,32	136,70	62,03	146,78	144,45	143,52	88,78
	Total	235,00	381,89	515,66	387,35	182,96	189,02	204,60	254,39	121,61	237,13	254,15	261,30	148,61

Sources : EEX, ICE Futures Europe

Marché primaire - Crédits CER et ERU délivrés (MtCO₂)

		Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14	Avr-14	Mai-14	Juin-14	Juill-14	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14
Volume cumulé des CER délivrés UNEP-DTU (Mt)		1 419	1 428	1 433	1 440	1 451	1 457	1 466	1 472	1 480	1 491	1 504	1 512	1 512
Volume cumulé des URE délivrés (en Mt)	Voie 1 (Mt)	803,7	803,8	809,6	816,1	824	824,1	824	824,1	824,4	824,4	824,4	824,5	824,5
	Voie 2 (Mt)	25,4	25,4	25,4	25,4	25	25,4	25,4	25,4	25,4	25,4	25,4	25,4	25,4

Sources : UNEP-DTU, CDC Climat Recherche

Marché secondaire - Prix (€/t) et volumes EUA, CER (ktCO₂)

			Déc-13	Jan-14	Fév-14	Mar-14	Avr-14	Mai-14	Juin-14	Juill-14	Août-14	Sep-14	Oct-14	Nov-14	Déc-14
ICE Futures Europe	Daily spot	Prix EUA phase 3	4,79	4,98	6,51	6,11	5,22	5,11	5,52	5,96	6,26	6,01	6,09	6,91	6,97
		Volume EUA phase 3	14 965	14 405	21 075	35 324	49 429	19 271	20 937	11 897	5 173	17 953	5 530	7 793	10 180
		Prix CER	0,36	0,39	0,36	0,19	0,17	0,12	0,14	0,16	0,17	0,15	0,13	0,08	0,04
		Volume CER	1 204	80	375	1 028	2 998	745	167	1 530	1	242	255	319	8 622
	Déc.14	Prix EUA	4,92	5,07	6,61	6,19	5,28	5,50	5,62	6,00	6,29	6,04	6,10	6,92	6,78
		Volume EUA	240 590	450 338	527 394	640 679	360 681	469 397	254 497	336 379	210 539	315 678	291 844	328 676	262 834
		Prix CER	0,35	0,37	0,36	0,18	0,16	0,23	0,12	0,16	0,17	0,14	0,11	0,08	0,04
		Volume CER	20 287	15 305	13 092	20 681	8006	15527	6058	10426	1353	3818	4 614	7 276	7 871
	Déc.15	Prix EUA	5,10	5,26	6,91	6,41	5,46	5,50	5,80	6,16	6,44	6,16	6,21	7,03	7,15
		Volume EUA	57 784	102 312	116 329	120 993	60 524	467 135	56 911	114 684	64 504	94 922	119 746	140 392	180 590
		Prix CER	0,45	0,48	0,52	0,48	0,41	0,23	0,29	0,40	0,40	0,39	0,38	0,52	0,54
		Volume CER	10 987	8 766	7 711	11 991	2 012	15 510	3 454	3 951	1 636	1 535	3 644	3 724	2 654
	Déc.16	Prix EUA	5,32	5,49	7,26	6,76	5,7	5,50	6,02	6,35	6,62	6,30	6,34	7,17	7,35
		Volume EUA	17 398	36 721	62 380	101 196	45 597	466 631	33 286	61 189	28 171	47 533	40 921	40 926	39 009
		Prix CER	0,46	0,50	0,55	0,49	0,42	0,33	0,29	0,40	0,41	0,39	0,38	0,52	0,54
		Volume CER	0	689	245	982	164	800	0	0	10	50	850	500	550

Sources : ICE Futures Europe

Position de conformité par secteur et par pays : différence entre les allocations de quotas et les émissions vérifiées

	2008	2009	2010	2011	2012
Combustion	- 253,1	- 113,5	- 125,8	- 76,9	- 42,4
Raffinage de pétrole	- 1,4	7,6	14,3	16,0	20,2
Cokeries	1,5	6,8	2,9	3,1	5,7
Minerais métalliques	4,3	11,0	8,8	8,9	9,7
Sidérurgie	51,6	89,3	71,4	72,8	73,9
Ciment	20,9	61,4	61,0	62,8	70,3
Verre	2,5	6,1	5,5	5,4	5,0
Produits céramiques	5,3	10,0	10,2	9,6	9,2
Papier	6,9	11,3	10,0	11,1	11,6
Autres activités	0,2	4,3	1,3	- 0,7	1,4
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	164,5

Source : CITL

	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	- 84,0	- 36,6	- 54,4	- 49,5	- 28,6
Royaume-Uni	- 50,8	- 15,0	- 16,8	2,5	- 2,5
Italie	- 8,5	24,1	8,5	5,3	12,2
Pologne	- 3,1	10,8	5,9	4,2	15,6
Espagne	- 9,6	13,7	29,5	18,4	17,0
France	5,5	17,5	23,4	33,9	25,2
Rép. tchèque	5,2	12,2	10,6	12,2	17,1
Pays-Bas	- 6,8	2,8	0,1	8,9	10,5
Roumanie	7,7	24,9	27,7	23,6	25,8
Autres	- 17,0	39,8	25,3	52,7	72,3
Total (Mt)	- 161,3	94,2	59,8	112,1	164,5

Source : CITL